



La base de données mondiale des statistiques des recettes publiques 2023

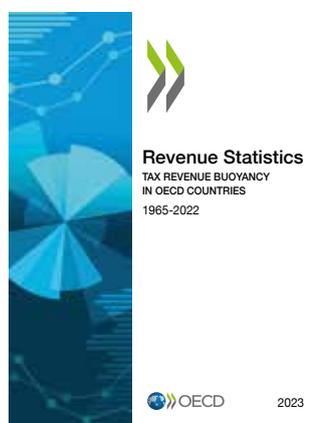
La base de données mondiale des statistiques des recettes publiques

La base de données mondiale des statistiques des recettes publiques est une ressource sans équivalent et librement accessible qui contient des données harmonisées de qualité sur l'évolution des recettes fiscales de plus de 125 économies. Élaborée en étroite collaboration avec des organisations régionales et d'économies d'Afrique, d'Amérique du Nord, d'Asie et du Pacifique et d'Amérique latine et des Caraïbes, la base de données mondiale des statistiques des recettes publiques apporte un soutien aux pays pour l'élaboration des politiques publiques nationales et pour la coordination internationale.

Manal Corwin

Directrice du Centre de politique et d'administration fiscales de l'OCDE

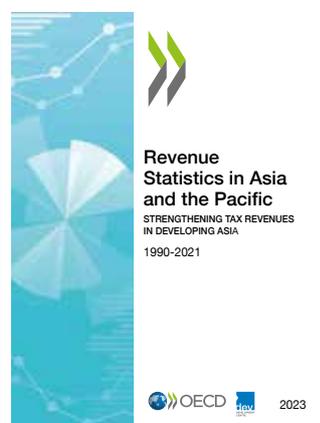
Les publications



Statistiques des recettes publiques
Publiée depuis 1972
Données à partir de 1965



Statistiques des recettes publiques en Amérique latine et dans les Caraïbes
Publiée depuis 2011
Données à partir de 1990



Statistiques des recettes publiques en Asie et dans le Pacifique
Publiée depuis 2014
Données à partir de 1990



Statistiques des recettes publiques en Afrique
Publiée depuis 2016
Données à partir de 1990

Avec le soutien financier de :

 GOBIERNO DE ESPAÑA MINISTERIO DE ASUNTOS EXTERIORES, UNIÓN EUROPEA Y COOPERACIÓN	 Irish Aid Rialtas na hÉireann Government of Ireland	 財務省 Ministry of Finance, JAPAN	 LE GOUVERNEMENT DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG Ministère des Finances
<p>Espagne</p>	<p>Irlande</p>	<p>Japon</p>	<p>Luxembourg</p>
 LUXEMBOURG AID & DEVELOPMENT	 Norad	 Ministry of Foreign Affairs	 UKaid from the British people
<p>Luxembourg</p>	<p>Norvège</p>	<p>Pays-Bas</p>	<p>Royaume-Uni</p>
 Sweden Sverige	 Schweizerische Eidgenossenschaft Confédération suisse Confederazione Svizzera Confederaziun svizra Swiss Confederation Federal Department of Economic Affairs, Education and Research EAER State Secretariat for Economic Affairs SECO	 Cofinancé par l'Union européenne	
<p>Suède</p>	<p>Suisse</p>	<p>Union européenne</p>	

Partenariats



Le Centre de développement de l'OCDE, créé en 1961, offre une plateforme unique et inclusive pour le partage des connaissances et le dialogue sur l'action publique fondé sur des données probantes. Il compte actuellement 54 membres et rassemble, sur un pied d'égalité, des pays membres de l'OCDE et des pays non membres se trouvant à différents stades de développement.

Amérique latine et Caraïbes



La Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) est l'une des cinq commissions régionales de l'Organisation des Nations Unies. Elle a été fondée dans le but de contribuer au développement économique de l'Amérique latine, de coordonner les actions visant à cette fin et de renforcer les liens économiques entre les pays et avec d'autres nations du monde. La promotion du développement social de la région a été inscrite ultérieurement parmi ses principaux objectifs. Les 46 États membres de la CEPALC comprennent les 33 pays d'Amérique latine et des Caraïbes, ainsi que plusieurs pays d'Asie, d'Europe et d'Amérique du Nord qui entretiennent des liens historiques, économiques et culturels avec la région.



Le Centre interaméricain des administrations fiscales (CIAT) appuie les efforts déployés par les administrations nationales en favorisant l'évolution, l'acceptation sociale et le renforcement institutionnel des administrations fiscales et en encourageant la coopération internationale et l'échange de données d'expérience et de bonnes pratiques. Le CIAT est une organisation publique internationale à but non lucratif qui fournit une assistance technique spécialisée pour la modernisation et le renforcement des administrations fiscales. Fondé en 1967, le CIAT compte actuellement 42 pays membres et pays membres associés sur quatre continents.



La Banque interaméricaine de développement (BID) a été créée en 1959. Elle concentre aujourd'hui ses efforts sur trois enjeux de développement (inclusion sociale et inégalités, productivité et innovation, et intégration économique) et sur trois questions transversales (égalité des genres et diversité, changement climatique et durabilité environnementale, et capacités institutionnelles et état de droit). Principale source de financement du développement pour l'Amérique latine et les Caraïbes, la BID accorde des prêts et des dons, fournit une assistance technique et mène des travaux de recherche approfondis.

Asie et Pacifique



La BAD s'est engagée à réaliser une région Asie-Pacifique plus prospère, plus inclusive, plus résiliente et plus durable, tout en poursuivant ses efforts pour éradiquer l'extrême pauvreté. Créée en 1966, elle appartient à 68 membres- 49 de la région. Ses principaux instruments pour accompagner ses pays membres émergents sont le dialogue politique, les prêts, les investissements en actions, les garanties, les dons et l'assistance technique.



La Communauté du Pacifique (CPS) est une organisation intergouvernementale qui poursuit le développement durable au profit des peuples du Pacifique, en fournissant un soutien technique et scientifique dans un éventail de secteurs, y compris les questions transversales telles que le changement climatique, la gestion des risques de catastrophe, la sécurité alimentaire, l'égalité des sexes, les droits de la personne, le développement sanitaire et social.



La Pacific Islands Tax Administrators Association (PITAA) offre aux pays insulaires du Pacifique un cadre de discussion et de partage de données d'expérience en matière d'administration fiscale et d'action publique. Créée en 2004 et comptant 16 pays membres, la PITAA vise à promouvoir dans le Pacifique les bonnes pratiques internationales concernant les normes d'administration fiscale.

Afrique



Le Forum sur l'administration fiscale africaine (ATAF) est une organisation internationale créée en 2008. Comptant aujourd'hui 38 pays membres, l'ATAF est une plateforme destinée à la coopération entre les administrations fiscales africaines.



L'Union africaine (UA) est une organisation continentale représentant 55 États africains. Créée en 2002, elle est composée de deux organes politiques et administratifs destinés à promouvoir l'unité et la solidarité entre les États africains, coordonner et intensifier la coopération pour le développement.

À propos de La base de données mondiale des statistiques

Le renforcement de la mobilisation des ressources intérieures est une condition préalable au développement durable et compte parmi les Objectifs de développement durable (ODD). Il s'agit également d'un enjeu essentiel pour les économies du monde entier, qui s'efforcent de se remettre des effets continus de la crise liée au COVID-19 et de faire face à d'autres défis importants, tant nationaux qu'internationaux. La **base de données mondiale des statistiques des recettes publiques** appuie ces efforts en mesurant les progrès accomplis en matière de mobilisation des ressources intérieures et en livrant des indicateurs spécifiques aux pays ; ce faisant, elle contribue à la réalisation de l'ODD 17 et du Programme d'action d'Addis-Abeba, et répond à une demande émanant de plus de 55 pays et organisations internationales participant à l'Initiative fiscale d'Addis-Abeba.

La **base de données mondiale des statistiques des recettes publiques** montre que de nombreux pays ont réalisé d'importants progrès dans la mobilisation de ressources intérieures pour le financement du développement au XXI^e siècle, même si ces progrès se sont interrompus ces dernières années dans certaines régions, en partie sous l'effet de la pandémie de COVID-19. Aujourd'hui, les recettes fiscales sont plus élevées en pourcentage du PIB qu'au début du siècle, et les niveaux sont moins disparates d'un pays à l'autre. À quelques exceptions près, les économies qui affichaient le plus bas niveau de recettes fiscales en l'an 2000 sont celles qui sont parvenues à les accroître le plus.

La base de données s'appuie sur les très nombreuses données contenues dans les publications annuelles *Statistiques des recettes publiques*, qui couvrent aussi bien les régions d'Afrique, d'Asie et du Pacifique, d'Amérique latine et des Caraïbes (ALC) que les pays de l'OCDE. Élaborées conjointement avec des partenaires régionaux et en collaboration étroite avec les pays participants, ces publications fournissent des éclairages sur les systèmes fiscaux de chaque région et leurs priorités en matière de recettes.

PRINCIPALES CARACTÉRISTIQUES

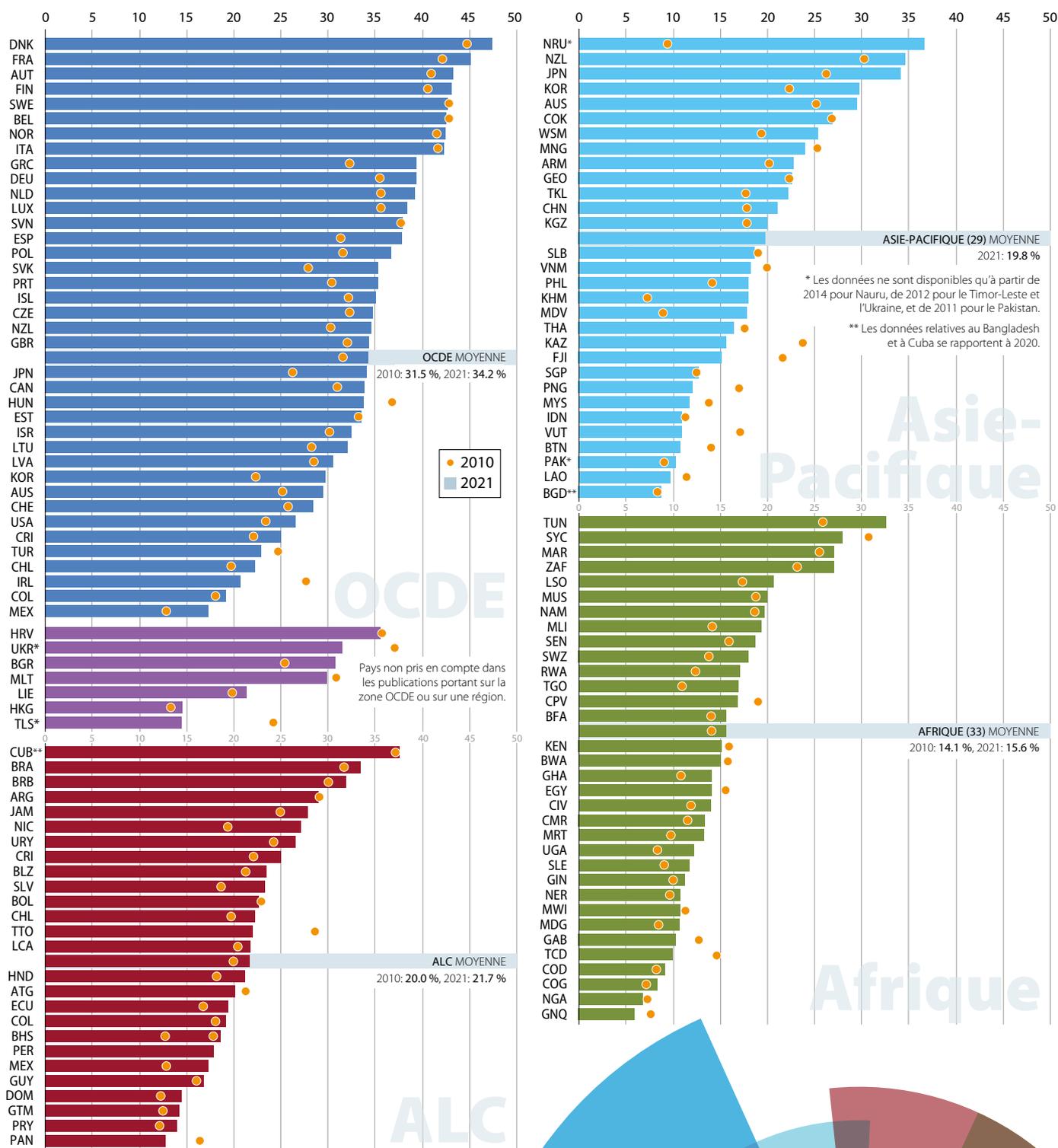
- Ressource détaillée, fiable et interactive, librement accessible en ligne.
- Indicateurs relatifs aux ratios impôts/PIB et aux structures fiscales de plus de 125 économies dans le monde.
- Données harmonisées selon une méthode statistique internationalement reconnue et rigoureusement appliquée, qui constitue un socle solide pour les analyses et les comparaisons entre pays.
- Données produites en partenariat avec les organisations régionales et pays, et validées par celles-ci.

ÉVOLUTIONS MARQUANTES EN 2023

- En 2023, la base de données a été étoffée : elle comprend désormais sept pays supplémentaires (Arménie, Croatie, Gabon, Guinée, Hong Kong [Chine], Timor-Leste et Ukraine) et couvre à présent 127 économies, qui représentent au total plus de 85 % du PIB mondial.
- Entre 2020 et 2021, le ratio impôts/PIB a augmenté dans 85 économies pour lesquelles on dispose des données de 2021, a diminué dans 38 pays et est resté inchangé dans une économie. Dans 53 % des pays, l'ampleur des variations était inférieure à 1 point de pourcentage, tandis que 22 économies ont vu leur ratio impôts/PIB varier de plus de 2 points.
- En 2021, le ratio impôts/PIB moyen est resté stable en Afrique (33 pays), s'établissant à 15.6 % ; il a en revanche augmenté de 0.8 point dans la région ALC (26 pays), pour se hisser à 21.7 %, et de 0.2 point dans la région Asie-Pacifique (29 économies), passant à 19.8 %. La moyenne des pays de l'OCDE a progressé de 0.6 point, atteignant 34.2 % en 2021.

SNAPSHOT : PRINCIPAUX RÉSULTATS DE LA BASE DE DONNÉES MONDIALE DES STATISTIQUES DES RECETTES PUBLIQUES (au 11 décembre 2023)

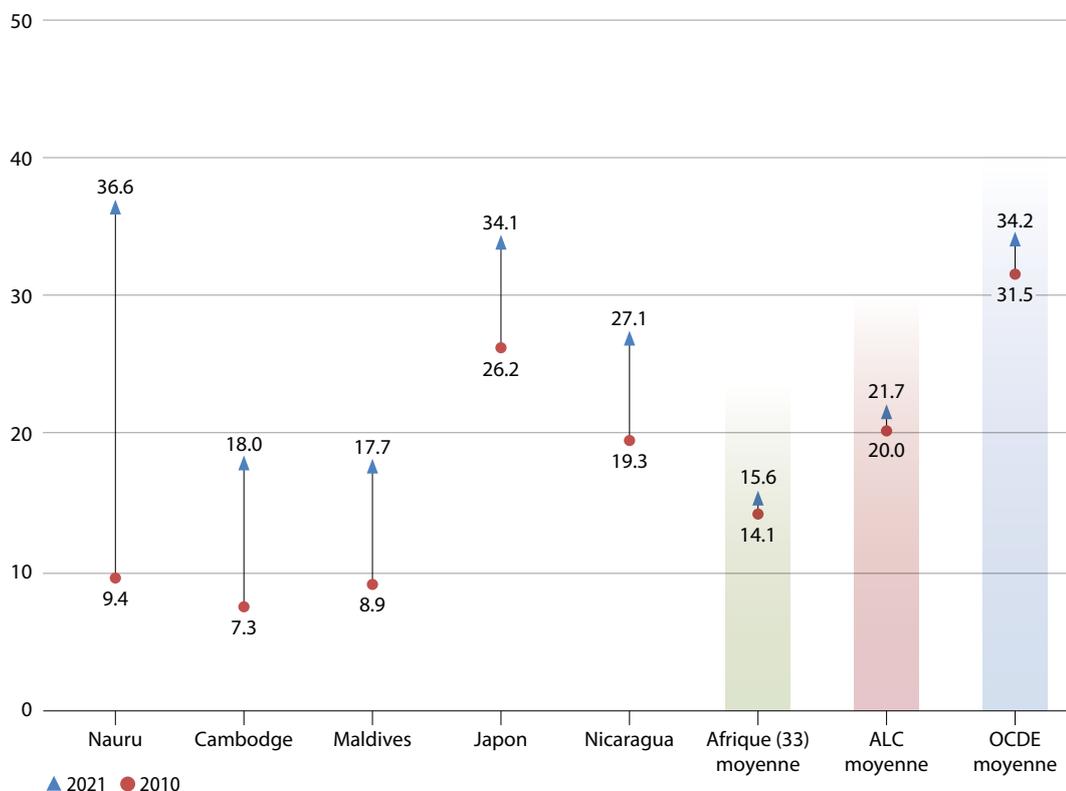
Ratios impôts / PIB en 2010 et 2021



SNAPSHOT : PRINCIPAUX RÉSULTATS DE LA BASE DE DONNÉES MONDIALE DES STATISTIQUES DES RECETTES PUBLIQUES (au 11 décembre 2023)

Entre 2010 et 2021 :

Évolution des ratios impôts / PIB dans les cinq pays enregistrant les plus fortes augmentations et pour les moyennes régionales entre 2010 et 2021



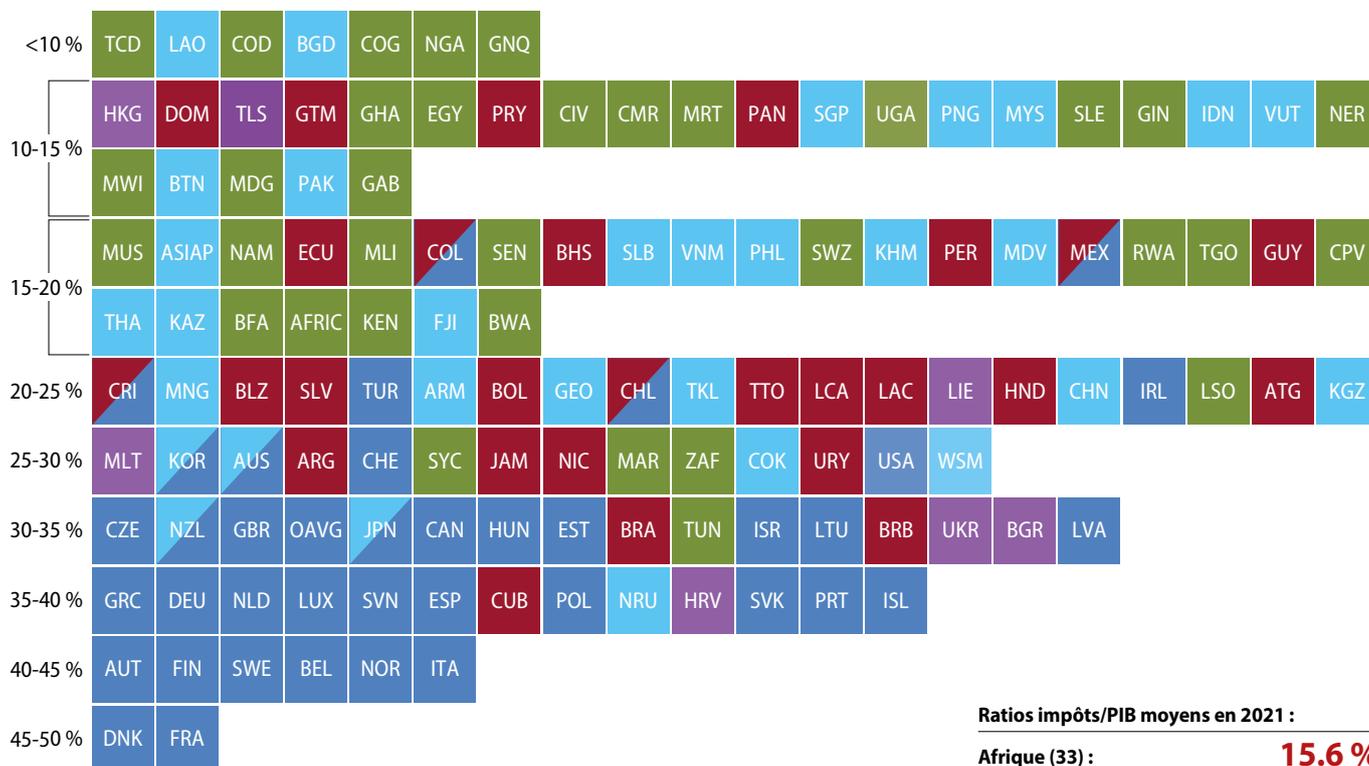
- Depuis 2010, les ratios impôts/PIB ont augmenté dans près des deux tiers des économies couvertes par la **base de données mondiale des statistiques des recettes publiques**.

- Ils ont progressé d'au moins 6 points de pourcentage dans 11 pays depuis 2010 (Cambodge, Corée, Espagne, Grèce, Japon, Maldives, Nauru, Nicaragua, République slovaque, Togo et Tunisie).

- Les moyennes régionales ont également évolué à la hausse :

- La moyenne de l'Afrique (33) a augmenté de 1.5 point, passant de 14.1 % en 2010 à 15.6 % en 2021.
- La moyenne de la région ALC a progressé de 1.7 point, se hissant de 20 % en 2010 à 21.7 % en 2021.
- La moyenne des pays de l'OCDE a augmenté de 2.6 points, passant de 31.5 % en 2010 à 34.2 % en 2021.

En 2021, les ratios impôts/PIB ont varié d'une économie à l'autre et au sein des régions



■ Afrique (33) ■ Asie-Pacifique (29) ■ ALC ■ OCDE
 ■ Pays non pris en compte dans les publications portant sur les pays de l'OCDE ou sur une région

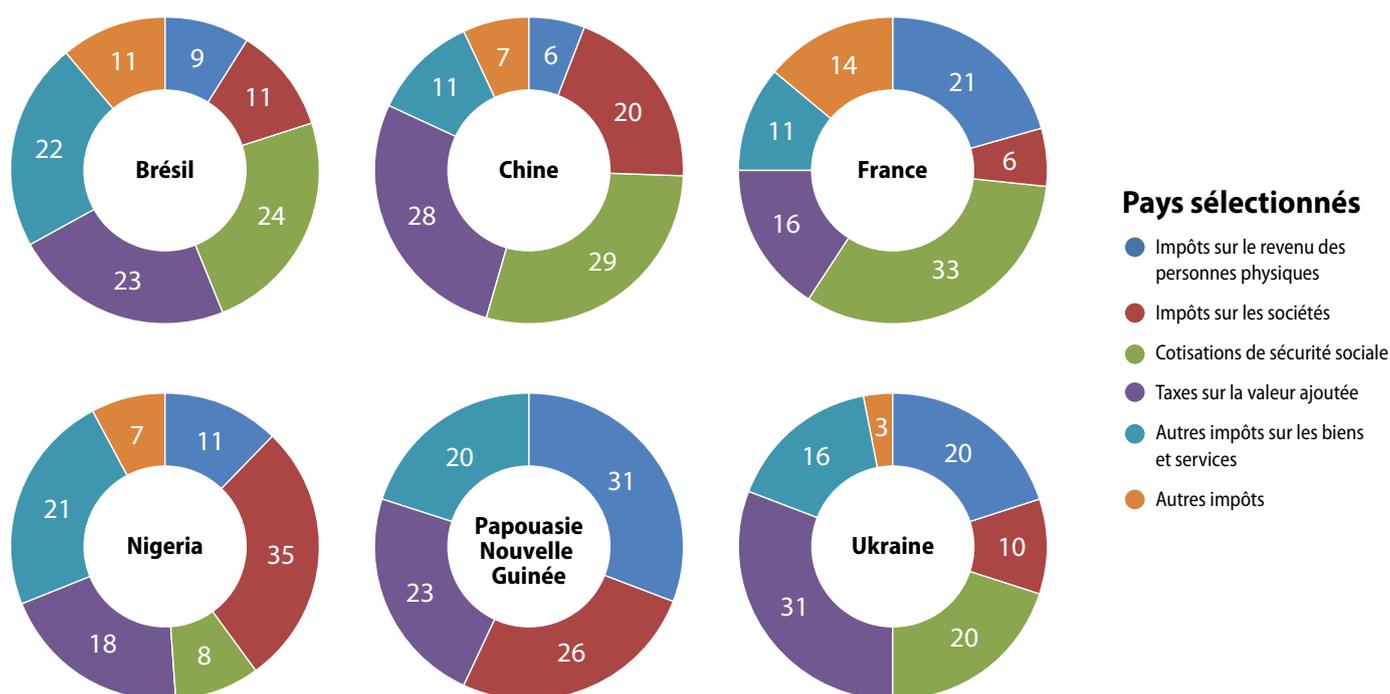
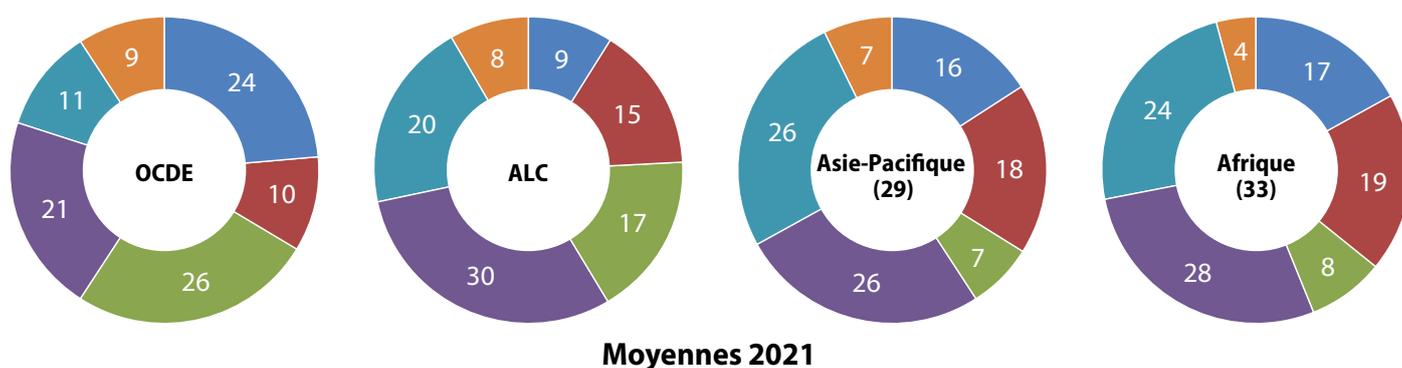
Les données relatives au Bangladesh et à Cuba se rapportent à 2020.

Ratios impôts/PIB moyens en 2021 :

Afrique (33) :	15.6 %
Asie et Pacifique (29) :	19.8 %
Amérique latine et Caraïbes (ALC) :	21.7 %
OCDE :	34.2 %

Par rapport à 2010, les recettes fiscales enregistrées en 2021 ont généralement été plus importantes et moins disparates entre les économies. La crise liée au COVID-19 a cependant influé sur le ratio impôts/PIB de tous les pays.

Structure fiscale des moyennes OCDE, ALC, Asie-Pacifique (29) et Afrique (33) et de certaines économies en 2021 (% des recettes fiscales totales)



Les économies d'Afrique, d'Amérique latine et des Caraïbes, et de la région Asie et Pacifique s'appuient davantage sur les recettes tirées des impôts sur les biens et services et des impôts sur les bénéfices des sociétés, tandis que les pays de l'OCDE privilégient les recettes provenant des cotisations de sécurité sociale et des impôts sur le revenu des personnes physiques.

Un document de travail de l'OCDE sur la fiscalité, intitulé « Mobilisation des ressources intérieures : Une nouvelle base de données sur le niveau d'imposition et la structure fiscale de 80 pays », décrit plus en détail les principaux résultats de la première édition de la base de données.

https://www.oecd-ilibrary.org/taxation/mobilisation-des-ressources-interieures_f6fa19c4-fr

La base de données mondiale des statistiques des recettes publiques peut être consultée à l'adresse suivante :

<https://www.oecd.org/fr/fiscalite/politiques-fiscales/base-de-donnees-mondiale-des-statistiques-des-recettes-publiques.htm>



Pour plus d'informations :



RevenueStatistics@oecd.org



<https://oe.cd/base-de-donnees-mondiale-des-statistiques-des-recettes-publiques>



[#RevStats](https://twitter.com/OECDtax)



[OECD Tax](#)